



L'engagement du Tchad dans la guerre au Soudan accentue les risques d'instabilité

africacenter.org/fr/spotlight/tchad-instabilite-soudan-conflit
Bourdjolbo Tchoudiba

Par [Bourdjolbo Tchoudiba](#)

10 mars 2026

L'instabilité s'accroît au Tchad à mesure que son implication dans la guerre au Soudan l'expose aux rivalités et aux recompositions géostratégiques régionales.



Un incendie ravage un marché à El-Fasher, capitale du Darfour-Nord (Soudan), à la suite d'un bombardement des Forces de soutien rapide.
(Photo : AFP)

Le débordement de la guerre au Soudan présente un risque de plus en plus important pour la sécurité du Tchad voisin. En décembre 2025, une attaque de drone près de Tiné a tué deux soldats tchadiens. En janvier, [sept militaires ont été tués](#) lors d'affrontements avec des éléments des Forces de soutien rapide (FSR) à la frontière orientale. En février 2026, à la suite de nouvelles incursions armées, N'Djamena a annoncé [la fermeture de sa frontière avec le Soudan](#) et le déploiement de milliers de soldats le long des 1 400 kilomètres de frontière. Malgré ces mesures, les violations du territoire tchadien se poursuivent sous diverses formes. Ces épisodes confirment une évolution majeure : le conflit soudanais n'est plus seulement une crise voisine, mais un facteur d'exposition sécuritaire directe pour le Tchad.

La guerre est devenue un facteur multiplicateur des vulnérabilités déjà présentes.

Au-delà de ces incidents frontaliers, la guerre au Soudan exerce des pressions multiples sur un Tchad déjà fragile. Elles se manifestent sur les plans humanitaire, social, sécuritaire, géopolitique et politique. Loin de [l'image d'un pilier de stabilité régionale](#) souvent associée à N'Djamena, le pays apparaît désormais vulnérable aux dynamiques de déstabilisation induites par le conflit soudanais.

Des [indications concordantes issues de sources ouvertes](#) et [d'analyses indépendantes suggèrent](#) que le régime de Mahamat Idriss Déby Itno [facilite depuis 2023 un soutien aux FSR](#). Cette perception a accentué les fractures internes, notamment au sein de la communauté Zaghawa et d'autres groupes de l'est du Tchad, étroitement liés au Darfour à l'ouest du Soudan.

Le positionnement de N'Djamena aux côtés de partenaires extérieurs tels que les Émirats arabes unis (EAU) — et, dans une moindre mesure, la Russie — a été largement interprété comme un choix stratégique visant à prémunir le Tchad contre les retombées du conflit soudanais. Toutefois, cet alignement a contribué à accroître la volatilité régionale et l'exposition du pays aux rivalités extérieures. [La compétition croissante entre les Émirats et d'autres puissances du Golfe](#) pour l'influence en Afrique, particulièrement visible au Soudan, s'est intensifiée ces dernières années. Par ailleurs, le Tchad a dû composer avec les effets déstabilisateurs [d'opérations politiques et informationnelles associées à des réseaux russes](#), notamment des tentatives d'exacerbation des tensions politiques internes afin d'élargir leur levier d'influence dans la région.

Parallèlement, la frontière entre le Tchad et le Soudan est devenue [un espace de circulation accrue d'armes et de groupes armés](#) — notamment les FSR — dans un arc régional élargi incluant la Libye, la République centrafricaine (RCA) et le Soudan du Sud. Pour le Tchad, ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de liens transfrontaliers profonds et d'un héritage de rébellions et de conflits par procuration.



Un camp de réfugiés soudanais à Adré (Tchad), près de la frontière avec le Darfour occidental (Soudan). (Photo : Google Earth)

De plus, le Tchad accueille aujourd'hui [environ 1,3 million de réfugiés](#) et de rapatriés soudanais, en majorité originaires du Darfour. Cet afflux massif exerce une pression considérable sur les provinces orientales, parmi les plus pauvres du pays, déjà confrontées à [une insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë](#) et un accès restreint aux services de l'État.

L'ensemble de ces dynamiques confère au conflit soudanais une complexité stratégique particulière pour le Tchad. La guerre est devenue un facteur multiplicateur des vulnérabilités déjà présentes. Elle teste la capacité de N'Djamena à absorber et à contenir les chocs sécuritaires régionaux.

À cette complexité s'ajoute la fragmentation croissante du paysage politico-militaire soudanais, au-delà de l'opposition binaire entre les FSR et les FAS. Aux côtés des deux principaux belligérants, une constellation de mouvements armés darfouris, de forces communautaires et de milices locales opère selon des logiques souvent opportunistes et aux alliances fluctuantes. Parallèlement, une coalition de forces civiles crédibles continue de porter une alternative politique, bien que leur rôle soit souvent marginalisé dans les dynamiques militaires dominantes. Réduire le conflit à un face-à-face entre les FSR et les FAS contribue à occulter ces interlocuteurs civils, renforçant l'imprévisibilité de la crise et compliquant les calculs des États voisins, dont le Tchad.

Vecteurs d'instabilité menaçant un Tchad déjà fragile

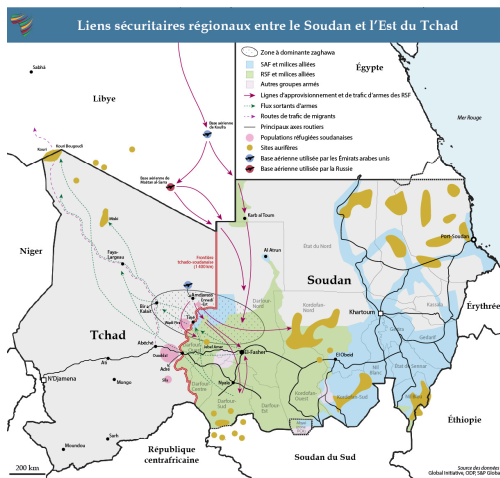
Le Tchad demeure confronté à une instabilité structurelle persistante, malgré la fin officielle d'une [transition politique à haut risque entre 2021 et 2024](#). Cette période, marquée par de profondes irrégularités institutionnelles et électorales, a été ponctuée de contestations sociales violemment réprimées. [La répression des manifestations du 20 octobre 2022](#), l'assassinat de figures de l'opposition telles que Yaya Dillo, ainsi que l'arrestation et l'emprisonnement de leaders politiques majeurs — comme Succès Masra, président des Transformateurs — et d'acteurs de la société civile et d'autres voix plaidant pour des réformes politiques, mettent en évidence la fragilité de l'équilibre politique et sécuritaire du pays. Cette instabilité interne alimente une crise multidimensionnelle qui exacerbe les tensions inter et intra-communautaires, tout en réduisant la capacité de l'État à absorber des chocs extérieurs.

L'affaiblissement des architectures sécuritaires sous-régionales accentue la vulnérabilité du pays.

Les menaces sécuritaires auxquelles fait face N'Djamena sont à la fois internes et externes. Au nord et à l'est du pays, des zones historiquement marquées par la présence de mouvements rebelles continuent d'abriter des groupes hostiles au pouvoir central. À l'ouest, la région du lac Tchad demeure un foyer de violence en raison de [la présence persistante de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest](#). Par ailleurs, des groupes d'opposition armés tchadiens, notamment le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), conservent des capacités de nuisance depuis des espaces frontaliers situés entre le sud de la Libye, le nord-est du Niger et le Darfour soudanais. En janvier, au sud du pays dans la région du Moyen-chari à Korbol, à la frontière centrafricaine, [des affrontements entre les rebelles du MPRD](#) (Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement) et l'armée nationale ont fait plusieurs morts, illustrant l'extension géographique des pressions sécuritaires pesant sur le régime.

Dans ce contexte, l'affaiblissement des architectures sécuritaires sous-régionales accentue la vulnérabilité du pays. Le retrait des forces françaises au début de 2025 et la disparition des capacités de surveillance aérienne et de renseignement associées ont significativement réduit la marge de manœuvre opérationnelle de N'Djamena face aux incursions rebelles.

L'insertion du Tchad dans un réseau d'alliances impliquant des acteurs directement engagés dans le conflit soudanais — les Émirats arabes unis, la Russie, la Turquie et certaines forces libyennes — constitue un facteur supplémentaire de fragilisation. Cette reconfiguration diplomatique et sécuritaire intervient alors que le pays traverse déjà une polycrise politique, sociale et sécuritaire. Elle ravive des tensions au sein de la communauté zaghawa — communauté toujours [surreprésentée au sein des unités d'élite](#) et des instances décisionnelles sécuritaires. En tant que communauté transnationale influente à la fois au Tchad et au Soudan, les Zaghawa constituent à la fois un pilier de cohésion et une ligne de fracture potentielle au sein du Tchad. Beaucoup s'opposent publiquement au soutien perçu de N'Djamena aux FSR, estimant qu'il compromet la protection de leurs proches au Darfour.



[Cliquez sur la carte pour l'agrandir](#)

[Issues des milices janjawid actives au Darfour et au Kordofan](#), les FSR ont progressivement consolidé leur pouvoir militaire et économique, notamment par le contrôle de sites aurifères stratégiques. Des enquêtes internationales ont documenté l'implication de [réseaux liés à des acteurs russes et émiratis](#) autour de zones comme Jebel Amer. Cette convergence entre ambitions militaires et intérêts économiques extérieurs a contribué à la régionalisation du conflit, avec des répercussions directes sur les États voisins, dont le Tchad.



Image satellite d'un avion-cargo Iliouchine Il-76 stationné sur le tarmac de l'aéroport d'Amdjarass, dans l'est du Tchad. (Photo : Reuters)

Par ailleurs, plusieurs [analyses fondées sur des données de vol et des images satellitaires](#) indiquent que le territoire tchadien a, à certains moments du conflit, [servi de corridor logistique pour des réseaux soutenant les FSR](#), notamment via des infrastructures aéroportuaires à Amdjarass, mentionnées [comme point de transit pour des équipements militaires](#). Bien que les autorités contestent toute implication directe et aient récemment affiché une posture de neutralité, ces perceptions ont tendu les relations avec les FAS et accru les risques de représailles indirectes.

Les liens politiques et militaires entre les communautés zaghawa du Tchad et du Soudan ont depuis longtemps alimenté des tensions régionales, notamment lors du conflit du Darfour. Les violences survenues depuis le début des années 2000 ont laissé des cicatrices profondes au sein de cette communauté, aujourd'hui confrontée à ce que beaucoup perçoivent comme une contradiction stratégique dans l'alignement actuel du Tchad. Ces ressentiments fragilisent un pilier central de la stabilité du régime Déby et accentuent les risques de défections, de recompositions armées et de dissidences politiques dans [un espace transfrontalier où la circulation des armes](#) et la mobilité des groupes armés demeurent difficiles à maîtriser.

Historiquement, le Darfour a constitué une profondeur stratégique pour les mouvements rebelles tchadiens, depuis la création du FROLINAT dans les années 1960 jusqu'aux conflits plus récents. La proximité géographique et les liens socio-culturels entre les deux pays ont régulièrement alimenté des dynamiques de guerre par procuration. Dans ce contexte, toute tentative de tirer parti de la crise soudanaise pour accroître son influence régionale comporte un risque élevé de retour de flamme.

Quelles sont les motivations du pouvoir de N'Djamena à soutenir les FSR ?

L'alignement apparent du Tchad en faveur des FSR s'explique avant tout par un faisceau de considérations financières, sécuritaires et géopolitiques. Il reflète moins une affinité idéologique qu'une stratégie de survie du régime dans un environnement régional de plus en plus instable.

Depuis le déclenchement de la guerre au Soudan, les Émirats arabes unis ont sensiblement accru leur engagement financier envers le Tchad. En octobre 2024, N'Djamena a obtenu [un prêt de 500 millions de dollars](#) du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, à un taux préférentiel de 1 % sur 18 ans. Ce financement s'ajoute à une enveloppe de 200

millions de dollars accordée en 2023, dont 50 millions sous forme de don. Au total, ces 700 millions de dollars engagés en moins de deux ans représentent environ 15 % du budget annuel de l'État tchadien. Au-delà de ces financements publics, des observateurs ont également souligné [l'existence de liens économiques et d'intérêts privés](#) croisés entre certains cercles décisionnels tchadiens et émiratis, renforçant la perception d'une interdépendance stratégique.



Le président tchadien Mahamat Idriss Déby rencontre le président des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed Al Nahyan.
(Photo : Capture d'écran)

Dans un contexte de contraintes budgétaires persistantes, cette manne financière confère aux Émirats un levier structurel sur les marges de manœuvre diplomatiques de N'Djamena — en particulier si les priorités sécuritaires d'Abou Dhabi divergent des impératifs de stabilité interne du Tchad.

Au-delà des considérations financières, le soutien attribué aux FSR répond également à des calculs sécuritaires immédiats. L'est du Tchad, frontalier du Darfour, constitue l'un des espaces les plus sensibles pour la stabilité du régime, en raison de la proximité de groupes rebelles tchadiens et soudanais. Plusieurs sources ont fait état de [la présence de personnels et d'équipements libyens, émiratis et russes](#), ainsi que de [mercenaires colombiens](#), aux côtés des FSR dans cette zone.

Par ailleurs, malgré le renouvellement des élites dirigeantes au Soudan, les FAS demeurent perçues à N'Djamena comme l'héritières d'un appareil sécuritaire historiquement hostile aux intérêts tchadiens. Cette méfiance s'inscrit dans un long passé de conflits par procuration, au cours desquels Khartoum a été considéré comme une source récurrente de menaces pour la survie du pouvoir tchadien. Dans cette perspective, l'appui aux FSR peut être interprété comme une tentative de contrebalancer l'influence des FAS et de limiter la capacité de « l'ancien appareil » soudanais à peser sur les dynamiques internes tchadiennes.

L'appui aux FSR peut être interprété comme une tentative de contrebalancer l'influence des FAS et de limiter la capacité de « l'ancien appareil » soudanais à peser sur les dynamiques internes tchadiennes.

Enfin, les dynamiques communautaires zaghawa jouent un rôle déterminant. Le soutien apporté par certaines milices zaghawa aux FAS est perçu à N'Djamena comme un risque potentiel de déstabilisation interne, compte tenu du caractère transfrontalier de cette communauté et de son poids historique au sein de l'appareil sécuritaire. Affaiblir indirectement les FAS à travers un alignement avec les FSR peut ainsi apparaître comme un moyen de contenir des reconfigurations communautaires susceptibles de se retourner contre le pouvoir. En définitive, le soutien attribué aux FSR procède d'un calcul stratégique combinant alignement externe et gestion des risques internes. Cette stratégie permet au Tchad de consolider de nouveaux partenariats — notamment avec les Émirats arabes unis et certains acteurs du sud libyen — tout en cherchant à neutraliser des menaces perçues dans l'environnement immédiat.

Toutefois, cette stratégie repose sur une logique de court terme fondée sur le factionnalisme militaire et l'externalisation de la sécurité. À plus long terme, elle expose le Tchad à des coûts politiques et sécuritaires croissants, en accentuant sa dépendance à des acteurs extérieurs et en fragilisant les équilibres internes dont dépend la stabilité du régime. Pris ensemble, ces choix externes et internes reconfigurent les loyautés communautaires et accélèrent la fragmentation des réseaux politico-militaires tchadiens.

Quelles sont les lignes de fracture au sein des communautés au pouvoir ?

La guerre au Soudan a accentué les lignes de fracture communautaires au sein de l'espace transfrontalier reliant le Tchad, le Soudan, la République centrafricaine et la Libye. La recomposition des alliances politico-militaires a renforcé la fragmentation des groupes armés et des réseaux de loyauté, souvent structurés autour d'affiliations communautaires. Cette évolution complique les efforts de stabilisation et accroît le risque de conflits intercommunautaires dans une région déjà marquée par une insécurité chronique.

Plusieurs communautés historiquement influentes au Tchad sont aujourd'hui engagées — directement ou indirectement — dans le conflit soudanais selon des alignements divergents. [Certains segments des communautés touboues, arabes et goranes](#), concentrées dans le nord du Tchad et l'espace sahélo-saharien, se sont rapprochés de réseaux liés aux FSR, conférant à leur position une portée transnationale. À l'inverse, une part significative de la communauté zaghawa s'est alignée sur les FAS, par solidarité avec leurs proches au Darfour et en réaction au soutien perçu de N'Djamena aux FSR. Ces alignements divergents traduisent une polarisation communautaire croissante qui met sous tension les équilibres internes du pouvoir.



Une charrette chargée de carburant passe devant des soldats tchadiens à Tiné, dans la province du Wadi Fira (Tchad), près de la frontière avec le Soudan. (Photo : Joris Bolomey / AFP)

Cette polarisation est aggravée par [la reconfiguration de groupes armés locaux et transfrontaliers](#), dont les loyautés demeurent fluides. Milices communautaires, comités d'autodéfense et factions rebelles — aujourd'hui encore secondaires — évoluent dans un écosystème sécuritaire instable façonné par la guerre au Soudan. Si le conflit se prolonge ou se territorialise davantage, ces acteurs pourraient devenir des vecteurs centraux de déstabilisation.

Les mouvements rebelles tchadiens historiquement actifs, notamment ceux opérant entre le sud de la Libye, le nord du Tchad et le Darfour, conservent un potentiel de nuisance significatif. Leur positionnement futur dépendra largement de l'évolution du conflit soudanais et des opportunités offertes par les reconfigurations régionales. L'expérience passée montre que ces groupes ont régulièrement exploité les crises soudanaises comme profondeur stratégique pour contester l'autorité à N'Djamena.

Deux scénarios principaux se dessinent à moyen terme. En cas de victoire des FAS, un renforcement des alliances entre réseaux zaghawa soudanais et tchadiens pourrait raviver des dynamiques de confrontation par procuration dirigées contre le pouvoir tchadien. À l'inverse, [une partition de facto du Soudan](#) — déjà esquissée par la mise en place de structures de gouvernance parallèles par les FSR — risquerait d'ancre une instabilité régionale durable, alimentée par des flux massifs d'armes et des reconfigurations ethno-militaires complexes. Dans les deux cas, le Tchad serait [confronté à une intensification des trafics d'armes](#), des mouvements de combattants, des pressions humanitaires et des ingérences extérieures.

L'architecture sécuritaire tchadienne demeure davantage structurée autour de systèmes de loyauté superposés qu'autour d'une cohésion institutionnelle pleinement consolidée.

Le retour d'Ousmane Dillo — frère de Yaya Dillo et figure militaire zaghawa — [au combat aux côtés des FAS au Kordofan](#), après avoir été blessé à El-Fasher, illustre la porosité persistante entre les arènes tchadienne et soudanaise. Son parcours, de rupture politique à N'Djamena à remobilisation armée au Darfour, souligne la capacité d'acteurs tchadiens à se repositionner militairement au-delà des frontières nationales. Le théâtre soudanais demeure ainsi un espace de recalibrage stratégique pour des élites tchadiennes en rupture avec le pouvoir.

Ces recompositions ne se limitent plus aux Zaghawa. Des signes de distanciation apparaissent également au sein de groupes arabes, tamas, et goranes traditionnellement intégrés aux équilibres du pouvoir. L'éviction de figures médiatrices et la marginalisation de certains membres de la famille Déby alimentent [un climat de méfiance et de recomposition des loyautés](#).

Sans recalibrage stratégique et gestion plus inclusive des équilibres internes, ces dynamiques risquent de se cristalliser en menaces directes pour la stabilité du pays. Ces fractures communautaires se répercutent déjà sur l'architecture sécuritaire, structurée davantage autour de systèmes de loyauté superposés que d'une cohésion institutionnelle pleinement consolidée.

Quelles sont les conséquences du factionnalisme militaire ?

Depuis 1990, le pouvoir politique au Tchad repose sur une architecture sécuritaire marquée par un factionnalisme militaire prononcé, caractérisé par la surreprésentation de réseaux communautaires spécifiques au sein des forces armées et des institutions de sécurité. Ce système, qui a permis à la famille Déby de consolider et de maintenir son autorité, s'est appuyé sur des unités d'élite fonctionnant avec des chaînes de commandement parallèles et un accès privilégié aux ressources. S'il a offert une résilience à court terme face aux menaces immédiates, il a également affaibli la cohésion institutionnelle, renforcé les loyautés personnalisées au détriment des règles formelles et inscrit une fragmentation latente au sein de l'appareil sécuritaire.

Cet alignement stratégique expose le Tchad à des coûts politiques et sécuritaires croissants, en accentuant sa dépendance à des acteurs extérieurs et en fragilisant les équilibres internes.

Dans le contexte actuel, la guerre au Soudan amplifie les vulnérabilités structurelles de ce modèle. [Les fractures au sein du noyau militaire dirigeant](#) — combinées au sentiment de marginalisation d'autres communautés historiquement associées au pouvoir — accroissent la probabilité de convulsions politiques, qu'il s'agisse de tentatives de putsch, de recompositions rebelles ou de violences internes. La porosité des frontières et la circulation régionale des armes et des combattants renforcent ces dynamiques en reliant directement les équilibres militaires internes aux théâtres de conflit voisins.

La concentration des ressources, des équipements et de l'accès aux secteurs générateurs de rentes au sein d'unités restreintes — au détriment de la construction d'une armée nationale plus professionnelle et inclusive — creuse les déséquilibres internes. À terme, cette configuration affaiblit la capacité des forces armées à répondre durablement aux menaces sécuritaires et rend la stabilité du régime de plus en plus dépendante de loyautés négociées plutôt que d'institutions consolidées.

Le Tchad dans une poudrière géostratégique : scénarios et priorités d'action

Le Tchad évolue aujourd'hui dans un environnement géostratégique hautement volatil, où la guerre au Soudan se conjugue à des fragilités internes persistantes. L'implication, réelle ou perçue, de N'Djamena dans ce conflit l'expose à des rivalités croissantes entre puissances extérieures engagées au Soudan : d'un côté, les Émirats arabes unis soutenant les FSR ; de l'autre, l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Qatar appuyant les FAS. À cette compétition s'ajoutent les rôles croissants de la Russie et de la Turquie dans l'arc sahélo-libyen et centrafricain. Dans ce contexte, la marge de manœuvre stratégique du Tchad se réduit à mesure que les risques d'enchevêtrement s'intensifient.

Au-delà de l'hypothèse d'une consolidation des FSR au Darfour occidental, un autre scénario mérite attention : la projection progressive de réseaux affiliés aux FSR vers l'ouest, en s'appuyant sur [des circuits existants de recrutement mercenaire](#), de trafic d'or et de logistique transsaharienne reliant le Darfour, le sud libyen et le Sahel central. Cette dynamique pourrait ne pas prendre la forme d'une offensive conventionnelle, mais se traduire par la diffusion de réseaux armés et criminels, aux conséquences déstabilisatrices pour le Tchad et ses voisins sahéliens. Elle affaiblirait également la posture du Tchad en tant qu'acteur stabilisateur au Sahel et en Afrique centrale.

Plusieurs trajectoires sont envisageables. La poursuite d'un alignement avec des acteurs directement impliqués dans la guerre pourrait renforcer à court terme certaines capacités sécuritaires du régime, mais au prix d'une fragmentation accrue des élites militaires et d'une exposition grandissante aux représailles indirectes. À l'inverse, une partition de facto du Soudan risquerait d'enraciner durablement l'instabilité régionale, transformant les zones frontalières orientales du Tchad en espaces de circulation permanente de groupes armés, de flux d'armes et de crises humanitaires.

Les arbitrages stratégiques du Tchad

Alignement avec le réseau FSR (situation actuelle)	Recalibrage stratégique (neutralité)
Soutien financier des EAU	Financement extérieur réduit
Tampon tactique contre l'influence des FAS	Contrôle renforcé des frontières
Alliances extérieures consolidées	Risque potentiel d'opérations d'influence russes
Risque accru de représailles des FAS	Influence restreinte des acteurs extérieurs
Risque accru de fragmentation des élites	Apaisement potentiel des tensions entre les Zaghawa
Enchevêtrement dans les dynamiques des guerres par procuration	Exposition réduite aux guerres par procuration
Intensification des flux d'armes	Réduction de l'activité des groupes armés
Souveraineté affaiblie	Autonomie stratégique renforcée

Dans ce contexte, un recentrage stratégique constitue une voie potentielle de stabilisation. L'adoption d'une neutralité active — assortie de l'arrêt des soutiens directs ou indirects aux factions armées — pourrait contribuer à réduire les tensions internes, notamment au sein des communautés frontalières clés, tout en permettant un rééquilibrage des relations extérieures du pays.

Un tel repositionnement aurait toutefois un coût immédiat. Une réduction de la coopération sécuritaire avec les Émirats ou un désengagement des arrangements existants pourrait engendrer des tensions diplomatiques et financières, voire une diminution des flux d'assistance. Compte tenu des 700 millions de dollars engagés depuis 2023, une telle réorientation supposerait l'obtention de garanties crédibles de compensation — qu'il s'agisse d'un soutien accru d'autres partenaires, d'un allègement budgétaire multilatéral ou de dividendes sécuritaires tangibles liés à une désescalade avec Khartoum.

La stabilité du Tchad dépend moins de sa capacité à influencer sur l'issue de la guerre au Soudan que de son aptitude à limiter son exposition aux agendas stratégiques extérieurs et à gérer ses propres lignes de fracture internes.

À moyen terme, néanmoins, la stabilisation des relations avec le Soudan et l'apaisement des fractures internes — en particulier au sein des forces de sécurité — pourraient produire des bénéfices politiques, économiques et sécuritaires supérieurs aux gains immédiats d'un alignement externe risqué. Cela implique un effort simultané de réduction du factionnalisme militaire, de renforcement de la cohésion institutionnelle et d'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que des investissements soutenus dans la sécurisation des frontières, le développement de l'est du pays et la gestion durable des flux de réfugiés.

En définitive, la stabilité du Tchad dépend moins de sa capacité à influencer sur l'issue de la guerre au Soudan que de son aptitude à limiter son exposition aux agendas stratégiques extérieurs et à gérer ses propres lignes de fracture internes. À défaut, le pays risque de devenir moins un acteur stabilisateur qu'un espace d'expression des rivalités géopolitiques régionales.

Un homme reçoit des soins pour des blessures à la tête et à la jambe subies lors d'une attaque de drone alors qu'il circulait le long de la frontière entre le Tchad et le Soudan. (Photo : Joris Bolomey / AFP)

Le soutien apporté aux FSR par des puissances telles que les Émirats arabes unis — ainsi que les dynamiques sécuritaires associées à des réseaux russes — répond d'abord à leurs propres intérêts stratégiques dans le corridor sahélo-libyen et le long de la mer Rouge. Si ces partenariats peuvent offrir des avantages à court terme à N'Djamena, ils l'inscrivent



également plus profondément dans des rivalités qui dépassent ses priorités de stabilisation.

Dans ce contexte, la neutralité active, la réduction du factionnalisme sécuritaire et le renforcement de la coopération transfrontalière ne constituent pas seulement des choix de politique publique. Ils représentent des instruments de réduction des risques stratégiques. Clarifier et hiérarchiser ces priorités permettrait aux décideurs tchadiens — ainsi qu'à leurs partenaires internationaux — de mieux contenir les risques d'escalade, de limiter l'instrumentalisation extérieure et de préserver un équilibre déjà fragile au carrefour de l'Afrique centrale et du Sahel.

Dr. Bourdjoïbo Tchoudiba est chercheur au LIPHA (Laboratoire Interdisciplinaire d'Etude du Politique Hannah Arendt) et au Centre d'Etudes Africaines de Cluj-Napoca.

Ressources complémentaires

- Emadeddin Badi, « [Circuits collatéraux : l'impact de la guerre au Soudan sur les marchés d'armes et les réseaux mercenaires au Tchad et en Libye](#) », *Rapport*, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 1 décembre 2025.
- International Crisis Group, « [Préserver la stabilité du Tchad face au conflit soudanais](#) », *Commentary*, 1 septembre 2025.
- Remadji Hoinathy, « [Chad's struggle for democracy is far from over](#) », *ISS Today*, Institute for Security Studies, 31 juillet 2025.
- Mathieu Mérino, « [L'armée tchadienne est-elle encore une garantie de stabilité interne et régionale ?](#) », *Egmont Papers*, 133, Egmont Royal Institute for International Relations, 12 juin 2025.
- Joseph Siegle, « [Reconfigurer le calcul politique du conflit au Soudan](#) », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 3 mars 2025.
- Daniel Eizenga et Katie Nodjimbadem, « [Le référendum constitutionnel au Tchad promet une transition sans changement — ni stabilité](#) », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 8 décembre 2023.